

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 465 - 11 février 1988 - Prix 2,50 F

UN LIVRE A LIRE



EN VENTE
AUPRES
DES
MILITANTS
ET A LA
FEDERATION

65 F
(10 F frais de port)

Règlement
à la commande

AVEC

A. LAJOINIE

Tous au Champ-de-Mars, le 27 février, à 16 h

André LAJOINIE sera parmi nous dans quinze jours. De la force de ce rassemblement avec le candidat communiste dépend notre capacité à poursuivre encore plus largement la campagne pour le seul vote anti-droite dès le premier tour.

Le 27 février, venir soutenir la candidature LAJOINIE, c'est aussi manifester pour la navale, l'aéronautique, pour Technip, pour l'électronique, la mécanique, l'agro-alimentaire... pour l'emploi dans notre région.

Le rassemblement du Champ-de-Mars doit, par son retentissement, dépasser les voûtes du palais et aider de nouveaux électeurs à exprimer clairement leur mécontentement lors du premier tour.

Lecteurs des « Nouvelles », dites-le autour de vous, à vos amis, à vos collègues de travail, à vos voisins, dans votre famille, ce rendez-vous avec A. LAJOINIE le 27 février n'est pas à manquer ; c'est la seule fois où ils auront l'occasion d'entendre le candidat de la justice, des libertés, de la paix exposer ses propositions.

Invitez donc tous ceux que vous cotoyez, ne serait-ce que par politesse. Alors que tout montre qu'un intérêt renouvelé se manifeste pour la candidature LAJOINIE, nous pouvons faire de ce meeting le plus grand rassemblement populaire de la campagne.

Des milliers d'électeurs peuvent être gagnés ou regagnés au vote communiste au premier tour. Leur participation au meeting y contribuera, et permettra de faire de nombre d'entre-eux des propagandistes pour le vote LAJOINIE.

La combativité grandissante de ces derniers mois, le mécontentement contre la politique de la droite et la cohabitation pourront s'exprimer le 24 avril sur le nom d'André LAJOINIE. Même si l'on ne partage pas toutes les convictions des communistes, tout autre vote le 24 avril serait soit approuver la droite et sa politique, ou approuver le bilan du septennat. Ce serait en redemander et voir poursuivre une politique d'austérité, de chômage, d'atteintes aux libertés, d'éclatement des protections sociales, de remise en cause d'acquis sociaux et démocratiques, d'échecs scolaires...

Participer au rassemblement du 27 février et voter LAJOINIE, c'est s'exprimer clairement pour une autre politique, pour se défendre et changer ; c'est dire sans équivoque son refus de voter à gauche et voir une politique de droite se faire, et c'est la garantie contre cette pratique éprouvée depuis 1982.

Pour se défendre et créer les meilleures conditions pour changer, venez nombreux le 27 février au Champ-de-Mars. Rassemblons avec André LAJOINIE tous les démocrates qui, comme lui, entendent :

- combattre Le Pen et son racisme ;
- rassembler pour la paix ;
- défendre les libertés.

Pour ouvrir une issue positive à la crise, le vote LAJOINIE est le seul car, pour une fois, nous sommes d'accord avec Gattaz, du Comité de soutien à Barre : « *On ne fait pas en France la même politique avec un Parti communiste à 10 % ou à 20 %.* »

Au deuxième tour, les électeurs éliront le Président de la

République ; au premier, ils manifesteront leurs choix politiques. Quel que soit le président élu, il devra tenir compte du nombre de voix rassemblées par A. LAJOINIE.

Le 27 février, faisons-le entendre très fort pour que de nombreux électeurs et électrices ne tombent pas dans le piège de l'abstention et se prient d'agir en faveur de leurs intérêts.

Joël BUSSON.



SOMMAIRE

Le biscuit nantais s'expose
p. 2

Protection sociale :
la casse

Les propositions
du candidat
communiste
p. 3

La session du
Conseil régional
p. 4

Appel à voter
A. LAJOINIE
Crue : dépasser
la polémique
L'Europe de 92.
Un colloque
de la C.G.T.

LE PEN,
ça suffit !

Brèves
p. 6

Soutenir
la campagne
d'André LAJOINIE
(souscription)
p. 7

LE BISCUIT NANTAIS S'EXPOSE

Mais les salariés, leur vie, leurs luttes sont absents !

Très belle « expo » que celle présentée au public au château des Ducs de Bretagne, sur le thème « Les Biscuiteries de Nantes du XIX^e siècle à nos jours ».

Seulement voilà, une fois la visite terminée, le public ne connaîtra rien sur le rôle que jouèrent les travailleurs de «Lu» et «B.N.» dans la fabrication des biscuits. Tout porte à penser, que c'est seulement grâce à la famille Leferre-Utile, dont les magnifiques toiles ornent les panneaux de l'exposition, qu'aujourd'hui le monde entier peut apprécier les produits dont la renommée n'est plus à faire.

Oubliés ! les salariés qui, pour la plupart passèrent la moitié de leur vie dans l'entreprise ou qui ont laissé leur santé au pied des fours, au pétrin, ou sur les lignes, et qui, aujourd'hui encore, à l'époque des voyages cosmiques, subissent des cadences de plus en plus rapides, avec un salaire de plus en plus maigre.

LA BISCUITERIE «LU»

Oubliés ! Et pourtant, sans eux, sans leur syndicat C.G.T., la biscuiterie «LU» serait aujourd'hui défunte telle la raffinerie de Chantenay, la conserverie «Amieux»-Cassegrain, la brasserie de la Meuse, etc. Il n'est pas inutile de rappeler que dès 1971, la Direction «LU-Brun» décidait

la fermeture de l'usine nantaise. Mais les salariés ne l'ont pas entendu de cette façon : « Pas question de se laisser faire ». Avec leur syndicat C.G.T., le soutien actif du P.C.F., ils ont lutté contre ce mauvais coup et ont mis en échec le projet de démolition de la Direction. Bien mieux, ils ont exigé la modernisation de l'outil de travail, la construction d'une usine neuve sur Nantes ou dans la périphérie.

La construction de l'usine à la Haie-Fouassière, la mise en place de moyens de production à haute technologie doit être considérée comme le résultat des luttes qui ont émaillées le paysage social de la biscuiterie.

CULTURE

LE BISCUIT NANTAIS AU CHATEAU

Que bis-cuit signifie deux fois cuit, que le biscuit sec soit né en Angleterre vers 1815 pour arriver en France presque cinquante ans plus tard, voilà, parmi bien d'autres, des découvertes que l'on peut faire à l'exposition « Les biscuiteries de Nantes du XIX^e siècle à nos jours », au château des Ducs de Bretagne.

Daniel Samson, le conservateur, et toute son équipe inaugurent avec les biscuiteries une série d'expositions destinées à présenter aux Nantais l'histoire des industries alimentaires qui ont marqué leur ville. Recherches menées depuis 1982 et dont la présente exposition marque un premier aboutissement.

Pour un coup d'essai, une grande réussite assurément. 800 objets sur environ 500 m² ; des salles restructurées en fonction des nécessités de l'exposition ; un budget conséquent ; la mobilisation des ouvriers et surveillants du musée, ainsi que de travailleurs de l'Atelier municipal ; une collecte patiente et systématique d'objets ; l'appel à des chercheurs universitaires ; le souci de faire comprendre en même temps que de faire voir, autant d'atouts qui aboutissent. Le résultat est une exposition belle, riche et particulièrement attirante.

Les spectateurs ne s'y trompent pas, qui s'y pressent très nombreux, plus de mille tous les dimanches, depuis son ouverture. C'est sans doute qu'ils y

retrouvent les boîtes en fer blanc, réclames publicitaires et autres objets de leur enfance. C'est sans doute qu'ils y découvrent telle toile originale, jusqu'alors ornement des salons cossus de telle famille de biscuitiers. C'est sans doute, pour les plus anciens, qu'à travers tel présentoir à biscuits du magasin de la rue Boileau revit le Nantes d'autrefois. Mais c'est surtout qu'ils reconnaissent, de façon plus ou moins claire peut-être, dans l'histoire de leurs biscuiteries, une dimension humaine, économique et sociale, inséparable de celle de leur ville, et à laquelle ils sont attachés.

Certes, l'histoire des syndicats et des mouvements sociaux n'est pas développée dans l'exposition, reconnaît l'avant-propos du remarquable catalogue édité à l'occasion. Il n'en reste pas moins que les tours-phares, les odeurs de Lu sont suffisamment inscrites dans cette ville pour que Nantais et Nantaises perçoivent, à travers objets et images de leurs biscuiteries, l'histoire d'un symbole économique dont on destine les restes aux pioches des démolisseurs. En même temps que l'on voue au chômage les travailleurs qui font cette histoire.

**

Inaugurée le 22 octobre 1987, l'exposition dure jusqu'au 2 octobre 1988. Musée ouvert tous les jours sauf mardis et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Prix d'entrée : 15 F. Gratuit le dimanche.



A la «B.N.», du groupe General Mills, là où est fabriqué le fameux « Choco », la situation est plus que préoccupante. En 1987, la Direction annonce un plan de 150 licenciements étalé sur trois années, alors que déjà, en 1985, quatre vingt dix personnes ont été licenciées.

Si l'on écoute la Direction, les réductions d'effectif résulte de la perte de parts de marché. Les gens mangeraient-ils moins de biscuits ?

Les statistiques officielles prouvent le contraire, le marché de la biscuiterie est un marché très porteur : + 2 % l'an de croissance, une véritable chance pour les entreprises françaises si peu qu'elles veuillent bien s'en saisir.

Tel n'est pas le cas. La France qui possède un savoir-faire défiant toute concurrence pour la fabrication du biscuit, une main-d'œuvre expérimentée et qualifiée, des marques qui ont fait leur preuve, et bien la France importe des tonnes de gâteaux secs.

Un chiffre qui parle : 1 milliard 500 millions de francs de déficit extérieur pour les biscuits sans parler des énormes possibilités dues aux importants besoins des pays en voie de développement.

Les salariés de l'entreprise, leur organisation syndicale - la C.G.T. - formulent sans cesse des propositions de développement de l'entreprise, s'appuyant sur la réalité des besoins. La gamme «B.N.» représente 18 % du marché global, mais il est possible de faire beaucoup plus, il est donc impératif de :

— regagner les parts de marché jugées « non rentables » par la Direction ;

— développer la recherche et, à partir de là, diversifier les produits «B.N.» correspondant aux goûts des consommateurs ;

— rapatrier les produits fabriqués à l'étranger, particulièrement en Hollande et en Angleterre (Jump).

La C.G.T. est formelle : La politique de la Direction est une politique de déclin, elle ne s'inscrit pas dans l'optique de redressement et de développement de la production.

L'entreprise possède un « trésor de guerre » de 100 millions et des possibilités d'endettement de 200 millions. Cet argent, gagné par les salariés, le plus souvent au détriment de leur santé durant de longues années de dur labeur, doit permettre de moderniser



l'entreprise et de regagner des parts de marché. Ce qui est possible chez «LU», à la Haie-Fouassière, est forcément possible à la «B.N.». L'usine «B.N.» de Vertou peut permettre l'installation d'une nouvelle ligne de production, son coût : 100 millions.

Ainsi serait préservé l'avenir pour les 820 travailleurs de l'entreprise et y compris la possibilité de créer de nouveaux emplois.

La C.G.T. avec les salariés, soutenus par le P.C.F., ne laisseront pas la Direction casser leur outil de travail ; la démonstration en a été faite en 1982 et 1987 en luttant contre les licenciements. L'intégration européenne ne doit pas servir de prétexte pour les dirigeants du groupe General Mills pour abandonner toute activité en France.

BRÈVES

Victoires des conducteurs de trains

Les conducteurs de train de la région S.N.C.F. ont du observer un arrêt de travail de 48 heures pour qu'enfin la Direction engage les négociations qu'elle refusait, et a dû accorder huit nominations à un indice supérieur pour Nantes qui se traduiront par des augmentations de salaires.

Les cheminots ont aussi gagné l'ouverture d'une formation d'élèves conducteurs, donc des créations de postes. Une victoire pour l'emploi, la formation et les salaires à l'initiative de la C.G.T.

Succès de la manifestation nazairienne du P.C.F. pour Technip

Samedi 30 janvier, à l'appel de la section nazairienne du P.C.F., un rassemblement avait lieu devant l'entreprise afin d'exiger le maintien de l'emploi et des activités de l'unité de Saint-Marc.

Les manifestants se rendaient en suite en cortège de voitures en différents lieux de la ville pour populariser les propositions des communistes pour l'avenir de Technip.

BTT une leçon à méditer

Nouveaux licenciements à BTT où pourtant les suppressions d'emplois de 1984 avaient été présentées par la Direction de Creusot-Loire, le gouvernement socialiste et les syndicats réformistes comme un moindre mal préservant l'avenir. Seule la C.G.T. au niveau syndical et le P.C.F. au plan politique défendaient une autre conception, les productions nationales, l'emploi. Les élus communistes seuls votaient contre les subventions accordées par la municipalité Chauty. Aujourd'hui, les salariés retrouvent les communistes et la C.G.T. à leurs côtés avec les illusions semées par les autres en moins...

PROTECTION SOCIALE : LA CASSE

A la Maison départementale de Mindin, les parents d'handicapés en lutte contre les mesures d'abandon de la solidarité sociale



Payez dix millions de centimes par an ou assurez vous-mêmes la charge de vos enfants handicapés comme bon vous semblera. Voilà ce que les parents de pensionnaires de la Maison départementale de Mindin s'entendent dire par la Direction de l'établissement et par la CPAM de Saint-Nazaire.

La casse de la protection

sociale inaugurée sous le gouvernement socialiste avec l'instauration du forfait hospitalier, se poursuit allégrement avec Chirac et Mitterrand. Et les patrons et leurs amis Barre, Chirac, Le Pen disent déjà vivement demain que ça continue en s'aggravant pour les familles.

Pourtant, de l'Elysée à Matignon, en passant par les réunions mondaines de la campagne de tous les candidats autre qu'André Lajoinie, les grandes

déclarations sur les droits de l'homme, la solidarité... nous arracheraient à y prendre garde, une larme.

Mais derrière ces politiciens, comme de leurs soutiens locaux, président du Conseil général ou maire de Saint-Brévin, il y a cette politique inhumaine centrée sur la réalisation du profit, tant pis pour les chômeurs ou les handicapés... issues de familles modestes.

On comprend que les parents

n'entendent pas se laisser abuser, ni par le maire de Saint-Brévin, ni par les responsables de Force ouvrière, coresponsables de cette situation.

La salle des fêtes de la Maison départementale et ses dépendances étaient comblées à l'occasion de l'assemblée générale des parents décidés à renforcer leur lutte.

La mobilisation en effet est grande contre le désengagement de l'Etat et de la CPAM, et pour exiger le maintien de la prise en charge des séjours à la Maison départementale de Mindin.

L'action des parents reçoit le soutien de la section du Pays de Retz du P.C.F. et celle de Jean-Louis Le Corre pour les élus communistes.

Jeudi, une manifestation de parents s'est rendue au siège de la Direction départementale de l'Action sanitaire et sociale pour exiger une véritable solidarité nationale envers les handicapés et des moyens budgétaires.

HANDICAPÉS

Les personnes handicapées doivent bénéficier de l'ensemble des droits à la formation et au travail, et de toutes les mesures favorisant leur insertion dans la société. C'est d'abord la responsabilité de l'Etat, notamment pour la prévention. Il faut revaloriser les pensions, allocations, mieux rembourser les matériels adaptés au handicap, développer les centres de formation, et la réinsertion professionnelle, aider le travail protégé et démocratiser son fonctionnement, favoriser les déplacements des personnes handicapées.

Le P.C.F. et son candidat André LAJOINIE proposent : DEFENDRE, ETENDRE, AMELIORER LA PROTECTION SOCIALE

1°) *Assurer durablement un financement équilibré de la sécurité sociale.* Pour combler immédiatement le déficit, il faut établir une cotisation sur tous les revenus du capital au même taux que celle sur les salaires ; faire payer les dettes patronales ; augmenter la contribution des membres les plus aisés des professions non salariés pour leurs régimes spéciaux.

Une réforme de l'assiette des cotisations des employeurs doit faire payer plus fortement le capital tout en favorisant la création d'emplois. La contribution patronale doit être amenée progressivement aux trois quarts des ressources de la sécurité sociale - ce qui était l'objectif fixé à sa création -.

Il faut déplaçonner les cotisations, réformer les régimes complémentaires vieillesse, avec amélioration des prestations. La mutualité ne doit pas servir à compenser les reculs de la sécurité sociale. Conçue comme instrument d'initiative collective et

démocratique des travailleurs, elle doit au contraire contribuer au progrès des protections sociales.

2°) *Améliorer les prestations.* Abroger les mesures régressives en vigueur (forfait hospitalier, suppression des remboursements à 100 % des longues maladies, vignette bleue, cotisation sur les retraites, diminution des indemnités journalières, etc.). Rétablir le taux d'indemnité journalière du congé maternité à 90 % du salaire. Augmenter les taux de remboursement des soins médicaux, dentaires, prothèses et lunettes... Développer l'information sur la contraception, l'interruption volontaire de grossesse, et accroître les capacités d'accueil. Progresser vers une meilleure prise en charge des hospitalisations, vers la gratuité des soins aux enfants, aux chômeurs. Un effort exceptionnel doit être fait pour les personnes âgées : soins et aides à domicile ou dans les maisons de retraite ; hospitalisation de courte ou de longue

durée. Prise en charge des longs séjours par la sécurité sociale. Le tiers payant doit être généralisé.

3°) *Démocratiser la gestion de la sécurité sociale.* La dégager de la tutelle de l'Etat et du patronat. Donner aux représentants élus par les assurés sociaux les moyens d'assurer pleinement leurs responsabilités. Améliorer sensiblement les rapports avec les assurés sociaux, en combattant la bureaucratie, ce qui implique également des effectifs suffisants et des conditions de travail adaptées. Il faut remettre la sécurité sociale au service des assurés sociaux.

4°) *Des efforts particuliers doivent être entrepris pour assurer le droit à la maternité choisie* et répondre aux besoins d'accueil de qualité du petit enfant ; porter le congé de maternité à six mois ; développer la protection maternelle infantile (PMI) ; création de 50 000 places de crèches, collectives et familiales, par an, avec participation financière du patronat. Assurer la formation des assistantes maternelles.

ANDRÉ LAJOINIE

A NANTES

Samedi 27 février - 16 heures

Palais du Champ-de-Mars



VOTE LAJOINIE

2 500 Humanité-Dimanche en plus

Ce sont plus de 2 500 exemplaires supplémentaires de l'H.D. qui ont été diffusés fin janvier lors d'un immense porte-à-porte réalisé par les militants communistes.

Placée sous le signe du vote communiste, cette vente a remporté un immense succès. Partout, les communistes ont manqué de journaux pour poursuivre la prospection.

Une visite à renouveler pour gagner au vote A. LAJOINIE, car cette vente marque les possibilités nouvelles de rassemblement sur le vote efficace contre la droite, le vote A. LAJOINIE.

ASSEMBLEES POPULAIRES

VERTOU

Les communistes ont rassemblé plus de soixante personnes au loto qu'ils organisaient. A cette occasion, 2 100 F ont été versés à la souscription pour le vote A. LAJOINIE, et quinze nouveaux appels à voter communiste signés.

NANTES

Les cheminots invitaient leurs amis à fêter le succès de l'Appel à voter A. LAJOINIE autour d'un dîner, samedi dernier. Cinq nouvelles adhésions aux P.C.F. réalisées au cours de ce repas fraternel rassemblant plus d'une centaine de personnes.

La cellule Benoît-Frachon conviait ses sympathisants et adhérents à une assemblée autour d'un couscous, samedi. Plus de vingt cinq personnes étaient présentes. La cellule avait diffusé une quinzaine d'Huma-Dimanche sur le marché du Ralliement.

La cellule Roisnet a réuni trente personnes lors de son assemblée populaire et réalisé une adhésion. La tombola a rapporté 230 F.

PAYS DE RETZ

La cellule de la Plaine prépare activement son assemblée, mais déjà deux adhésions sont enregistrées et toutes les cartes remises.

AU CONSEIL REGIONAL

Si la session du Conseil régional avait pour l'essentiel de son ordre du jour le vote de son budget, il est incontestable que les travailleurs de Technip ont placé cette session au cœur de leur lutte.

Ils ont trouvé à leur côté les élus communistes pour poser les vrais problèmes : le maintien de l'ingénierie à Saint-Nazaire dans l'intérêt de la région et du pays.

Le maire de Saint-Nazaire, quant à lui, a pensé s'en tirer par une attitude anticommuniste et

n'ayant pour objectif que l'achat des locaux pour faire un nouveau cadeau à Technip qui n'en a pas manqué jusqu'alors, ralliant par la suite l'attitude d'Olivier Guichard qui a perdu tout son flegme face à une question pertinente de Daniel Boulay expliquant qu'il ne comprenait pas la démarche du Conseil régional se refusant à prendre position clairement pour le maintien et le développement de Technip alors que l'Etat est un de ses principaux actionnaires.

Les élus communistes ont mené bataille pour défendre pied à pied les intérêts de la région

Il en est ainsi du **PORT AUTONOME** où Jean-Louis Le Corre est intervenu avec force pour dénoncer la Zone Internationale Atlantique comme instrument majeur d'une politique de supers avantages fiscaux pour le patronat, de stockage pour le négoce d'importation, d'aides logistiques aux entreprises régionales pour favoriser leur implantation à l'étranger, de flexibilisation générale des emplois, de déréglementation des services publics. C'est un nouvel espace pour les money mahers (ceux qui font de l'argent).

La casse industrielle régionale et nationale a été immédiatement accélérée par la mise en place de la Z.I.A.

Roland Andrieu devait aussi intervenir pour défendre l'emploi portuaire. Mais on reste surpris de cette démarche à la lecture de l'étude prospective faite par l'agglomération nantaise — ouvrage réalisé avec la participation de MM. Ayrault, Floch, Mareschal et Pavageau — où il est précisé à propos du port :

- inadaptation du management du port ;
- coût du passage prohibitif ;
- coût trop élevé du personnel portuaire ;
- importance des charges.

Le problème des effectifs de la main-d'œuvre portuaire est donc posé...

SANS COMMENTAIRE.

Aménagement de la Loire

J.-L. Le Corre devait préciser : « La Loire peut connaître des crues d'une violence inouïe, le fait qu'aucune grande catastrophe ne soit survenue depuis 1856 ne doit pas faire illusion. »

Le dernier exemple le 2 septembre, au Puy : l'inondation a fait six morts, vingt et un blessés, 300 entreprises sinistrées et 500 millions de dégâts.

La situation actuelle dans le Val de Loire et tous les marais de la Loire-Atlantique doit nous inciter à prendre cette question au sérieux. Depuis des années, nous agissons pour que le bassin de Loire et ses affluents soient aménagés.

Un plan a été élaboré et a donné lieu à un protocole d'accord signé à Orléans en 1986.

Or aujourd'hui, si nous suivons la programmation financière des dépenses, l'Etat n'intervient que pour 14,5 % et, pour ce qui est des orientations financiè-

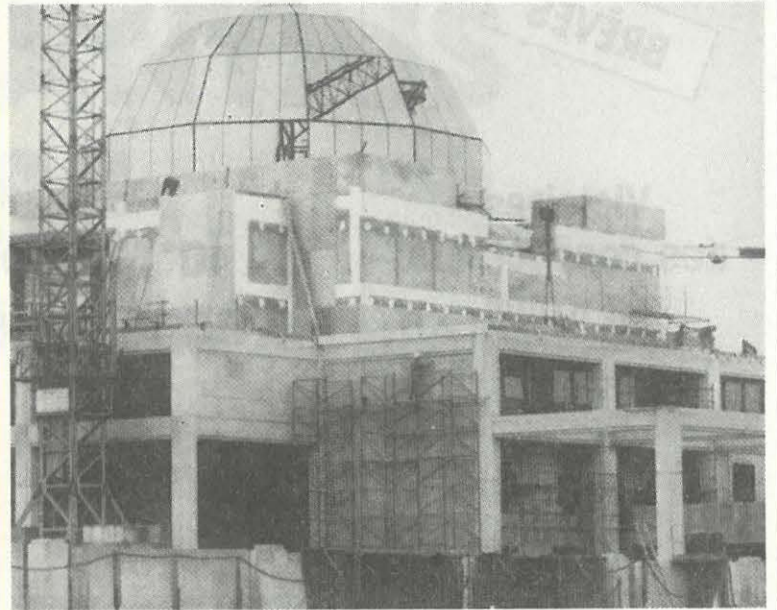
res de 1988, la prévision de participation de l'Etat n'est que de 12,88 %, en outre il n'est aucune question de remboursement de la T.V.A.

Ce n'est pas admissible.

En fait, les collectivités locales, l'Agence de bassin, les populations concernées devraient payer sur leur feuille d'impôts et sur les factures d'eau 85,63 % de la dépense. Nous nous élevons contre ce désengagement de l'Etat qui est encore aggravé par les orientations financières de 1988.

Nous exigeons le remboursement de la T.V.A. s'ajoutant à une participation à hauteur de 50 % de l'Etat avec l'Agence de bassin.

Pour toute réponse, Mme Bachelot, rapporteur de ce dossier, devait dire : « Oui, mais l'EPALA s'est trop engagée dans la mise en œuvre de travaux qui dépassent la volonté de l'Etat »...



Parc naturel régional de Brière

Nos lecteurs se souviennent que l'assemblée du Parc régional de Brière, lors du vote de son budget, avait proposé une augmentation de participation de 8 % pour les communes et la Région.

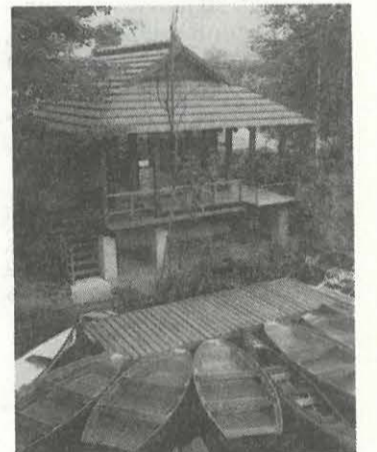
M. de Baudinière se faisant fort de faire ratifier par la Région cette proposition, participation des communes que J.-L. Le

Corre et Marc Justy avaient refusée.

Aujourd'hui, la Région n'accepte une proposition d'augmentation que de 2 %.

J.-L. Le Corre a eu beau jeu de faire remarquer à l'assemblée régionale et à M. de Baudinière, que d'un côté on imposait les communes et, que de l'autre, on attendait toujours.

Tourisme fluvial



J.-L. Le Corre s'est élevé contre la pénétration dans l'hexagone de loueurs de bateaux extérieurs à notre pays. A propos du tourisme, il a protesté contre l'utilisation des S.I.V.P., pour remplacer les travailleurs saisonniers, mettant ainsi en opposition des travailleurs qui sont déjà parmi les plus mal lotis du point de vue de l'emploi.

Le budget

Daniel Boulay devait expliquer les raisons des communistes de refuser le budget 1988. Ce budget poursuit l'organisation du déclin, la liquidation d'activités et d'emplois dans l'industrie comme le confirment encore Technip et l'agriculture.

Il accélère l'intégration de la région à l'Europe des multinationales, vaste supermarché des grands groupes américains, japonais et ouest-allemands.

Il organise les Pays de Loire en vaste zone de transit des marchandises, des capitaux et des services.

Ce budget frappe doublement les populations en ne répondant pas à leurs besoins, en faisant peser sur elles des charges de plus

en plus lourdes pour financer les choix du grand capital. D'autres choix sont possibles. Tous les moyens existent et doivent être mis en œuvre pour privilégier l'homme et non le profit. Les communistes et leurs élus seront avec les populations de la région pour les aider à leur rassemblement et à leurs luttes.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Joël BUSSON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.P.P. n° 52 987

ASSEMBLÉES POPULAIRES

BRIERE

MONTOIR-CENTRE :

La cellule a rassemblé trente-cinq personnes lors de son assemblée. Elle compte déjà plus de dix adhérents qu'à la fin 1987. Chacun des participants est reparti avec un appel à voter, à faire signer et des vignettes pour le meeting avec A. Lajoinie pour lequel vingt cinq inscriptions ont été réalisées.

BELLEVUE :

Sous la présidence de notre camarade Hubert Bouyer, trente personnes participent à l'assemblée, cinq donnent leur adhésion. La cellule a remis toutes les cartes.

ST-MALO-DE-GUERSAC :

Les communistes ont pris la décision de tenir tous les samedis matin un point de rencontre pour le vote A. Lajoinie au centre commercial, et ont inscrit vingt deux personnes pour le meeting.

CERTÉ :

Pour la deuxième année consécutive, le succès était au rendez-vous pour l'assemblée populaire de la cellule de Certé-Trignac. Sept adhésions réalisées durant cette soirée, s'ajoutant aux trois adhésions enregistrées précédemment ; résultat : cinquante-trois cartes 88 remises (57 en 1987). La souscription dépasse les 12 500 F (objectif : 17 100 F). La vente de la vignette du 27 février et les inscriptions pour les deux cars que la cellule s'est fixée comme objectif de remplir pour ce meeting sont bien engagées.

NANTES :

Vingt sept personnes à l'assemblée de la cellule Langevin du CHR de Nantes. Une adhésion enregistrée au P.C.F. pendant le repas fraternel qui clôturait cette réunion.

SAINT-HERBLAIN :

Une cinquantaine de personnes au banquet des communistes et plus de 1 000 F versés et une adhésion.

TOUS LES COMMUNISTES ENGAGÉS POUR GAGNER UNE A UNE LES VOIX POUR ANDRÉ LAJOINIE

Dans cette grande bataille, chaque communiste a quelque chose à faire et peut être efficace. Donc il ne faut laisser personne sur la touche. Plus il y aura de communistes, plus vite grandiront les moyens pour les gens de résister à l'austérité et au déclin, et mieux se réalisera le rassemblement pour changer. Aujourd'hui, 70 % des effectifs du Parti communiste sont atteints dans notre département. 90 adhésions ont été réalisées. Ce résultat est encourageant, mais il faut faire plus en fonction des enjeux qui nous sont posés.

Des possibilités existent. L'accueil réservé aux idées avancées par les communistes dans les discussions le montre. Plus concrètement, des cellules ont déjà plus d'adhérents qu'en 1987. Mais également, une section, comme celle de la Brière, a déjà plus d'adhérents qu'en 1987. C'est un exemple qui doit dynamiser tous les communistes pour progresser rapidement dans la reprise des cartes et mener une grande campagne pour gagner des milliers de gens à voter André Lajoinie.

J.P.

APPELS A VOTER LAJOINIE 310 cheminots...

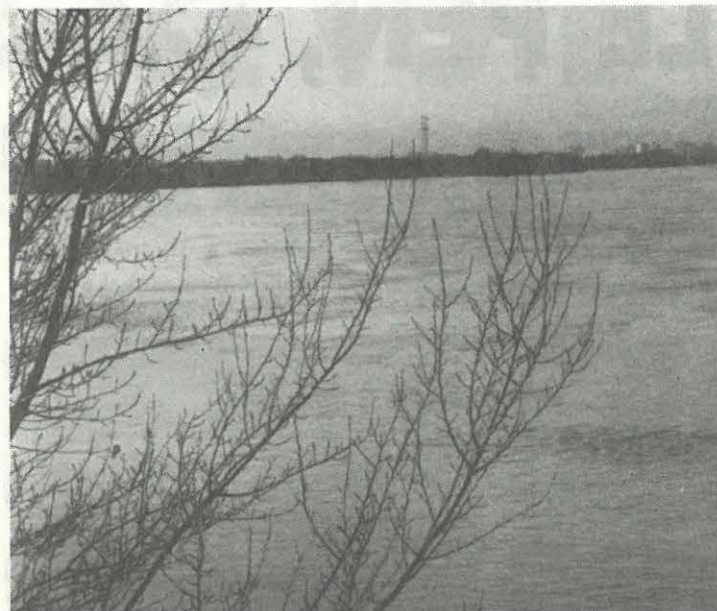
Plus d'un cheminot nantais sur cinq a déjà signé l'Appel à voter A. Lajoinie. Depuis son lancement à la veille de Noël, celui-ci a pris de l'ampleur au point que ses initiateurs en sont les premiers surpris. Les actions en faveur du vote communiste se multiplient, les cheminots s'apprentent à recevoir la visite de Jackie Hoffmann, membre du

Bureau politique du P.C.F. En attendant, des sympathisants décident d'adhérer au Parti afin de prendre toute leur place dans la campagne. D'autres militent pour le vote Lajoinie sans être adhérents, mais tous préparent activement une forte participation des cheminots au meeting de leur candidat, le 27 février.

...et 60 agents E.D.F. à Cordemais

L'Appel commence à circuler dans la Centrale de Cordemais et déjà une soixantaine d'agents l'ont paraphé. Les travailleurs de la Centrale

seront nombreux au meeting d'André Lajoinie. Leur Appel va grandir d'ici là, nous assurent les communistes de la Centrale.



Une situation à la limite du drame, l'heure n'est pas aux vaines polémiques.

CRUES : DÉPASSER LA POLÉMIQUE...

Dans notre pays, et la Loire-Atlantique n'y fait pas exception, la situation des crues est suffisamment grave pour ne pas traiter cette question à la légère.

La Loire et tous ses affluents sont notamment à la limite du drame :

- tenues maraîchères envahies par les eaux ;
- vignoble saturé ;
- partout ça déborde.

Dans une telle situation comment comprendre un journal comme « Ouest-France » qui, dans son édition de St-Nazaire, traite ce problème de « guerre-guerre autour du niveau d'eau ».

Notre département compte près de 40 000 hectares de zones humides et celles-ci sont à la fois un immense bassin écriéteur de crues et un soutien d'étiage.

On pourrait, de notre point de vue, être heureux d'avoir la Brière puisqu'elle permet de recevoir toutes les eaux d'un bassin versant de 753 hectares (en parti-

culier du bassin du Brivet et des marais de Donges).

Ramener cette situation d'inondation à des rivalités entre pêcheurs, chasseurs et herbagers n'est pas sérieux. Toutes les catégories d'usagers ont à supporter la gravité de cette situation.

C'est pourquoi les élus communistes à la commission syndicale de Grande Brière s'étaient opposés à ce que le contrôle de toutes les écluses soit remis au Président de l'Union des marais du Brivet. M. de Baudinière n'est pas sérieux quand il utilise à des fins politiques la situation actuelle, quitte à être contredit par Mlle Annie Boulet (biologiste au Parc Régional de Brière) qui précise que c'est d'abord la pluviométrie qui est responsable de cette situation.

Les références ne manquent pas. Elles ont été publiées largement puisque l'on parle de l'année 1850 pour une telle densité.

Négligeant l'essentiel, M. de Baudinière, en verve politicienne, rend responsable les communes qui n'auraient pas accepté son plan d'aménagement du Brivet. Nous reviendrons sur cette importante question, tout comme nous reviendrons sur l'aménagement de la Loire que nous avons évoqué dans le dossier du Conseil Régional.

(Suite page 7)

CARNET ROSE

Marianne est née au foyer de nos camarades Hélène Sistané et Daniel Massiera, félicitations aux parents et bienvenue à Marianne.

L'EUROPE DE 92. UN COLLOQUE DE LA C.G.T.

Au moment où beaucoup de gens parlent de l'Europe en général et de la perspective de 1992 comme d'un moment providentiel, voire d'une « chance pour la France », la C.G.T. a étudié avec 350 de ses militants de divers syndicats quelle est la situation.

Alain Maugé, secrétaire national des douanes C.G.T., entamait à cette occasion un tour de France des régions pour étudier les conséquences de 1992.

Pour l'Europe des travailleurs et pour des coopérations mutuellement avantageuses, les militants C.G.T. constataient que la réalité de la petite Europe était celle du capital où le chômage s'est aggravé, où les 25 régions les plus pauvres se sont appauvries creusant encore les inégalités que devaient soi-disant résorber le traité de Rome.

L'Europe d'aujourd'hui n'a rien à voir avec les promesses. Par contre des coopérations telles celles qui ont permis la réalisation d'Airbus devraient être développées.

Mais avec 92 ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Ce qui se prépare c'est l'espace européen où les capitaux circuleront en toute liberté pour mieux spéculer au détriment des investissements productifs.

Alain Mauger révélait la nocivité des orientations communes aux tenants de la cohabitation.

Ainsi la suppression des frontières physiques au 1^{er} janvier 1992 mettent en cause par exemple la répression entre les trafics de drogue. Aujourd'hui, 75 % des saisies de drogue sont l'œuvre des douanes et pour 68 % aux frontières communautaires qu'en sera-t-il alors ?

Autre conséquence, des marchandises passeront nos frontières sans contrôle et arriveront de pays de la communauté officiellement, mais en réalité seront, comme cela se pratique déjà, importées via la communauté vers la France.

Les normes techniques de l'AFNOR reconnues pour leurs fiabilités seront contournées au détriment de notre santé, de

notre sécurité. Souvenons-nous des huiles espagnoles frelatées, sans frontière, sans douane elles seraient passées en France sans obstacle ! 800 morts en Espagne ! Les vins italiens et leur méthanol, les 30 000 litres saisis par la douane auraient inondé notre marché avec les dégâts que l'on sait ! Alain Mauger citait encore ces pyjamas pour enfants arrivés en Belgique et qui s'enflammaient comme des allumettes.

Oui, 92 c'est l'Europe de tous les dangers. Pour l'emploi lorsque l'on sait que le rapport Guichard voue la France au transit et au tourisme haut de gamme avec Parc de Loisirs et friches agricoles...

C'est une Europe de tous les abandons. Aujourd'hui alors que nous disposons du plus important parc forestier d'Europe, 81 % du papier utilisé est importé des U.S.A. et du Canada.

La navale est un exemple connu dans notre région, et l'intervention de la C.E.E. à propos du Ferry en construction à St-Nazaire est illustrante des desseins du capital.

C'est l'Europe du nivellement par le bas. La France dispose grâce aux luttes des travailleurs de la meilleure protection sociale européenne. C'est celle-ci que le pouvoir veut faire éclater au nom de la construction de l'Europe.

Les militants C.G.T. évoquaient mille problèmes à propos des mises en cause des services publics (référence mondiale) ou de leur branche industrielle... pour constater l'antagonisme entre leur conception de l'Europe et celle du patronat partagée par les syndicats réformistes, le Parti Socialiste, les forces de droite.

Guy Texier, secrétaire régional, invitait les militants à poursuivre réflexion et action au niveau des entreprises pour populariser la conception qu'a la C.G.T. de l'Europe et montrer les dangers de celle des forces consensuelles pour l'emploi et les travailleurs. Il soulignait 30 ans après le traité de Rome l'Europe du capital c'est 17 millions de chômeurs et 10 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté.

LE PEN, ÇA SUFFIT

Succès des rassemblements à l'initiative du PCF

Saint-Nazaire, Nantes, Châteaubriant, autant de rendez-vous contre les crimes

racistes le 27 janvier dernier.

Partout, à l'initiative du P.C.F., le jour où Le Pen

pouvait une nouvelle fois bénéficier de la complaisance des médias pour propager la haine et le racisme, des démocrates se réunissaient pour dire : Assez !

A Saint-Nazaire, un cortège se formait de la place des Martyrs à la sous-préfecture. A Châteaubriant, une gerbe était déposée rue de Couéré, là-même où deux travailleurs turcs tombaient, le 11 novembre 1984, sous les balles d'un néo-nazi. A Nantes, le rassemblement (notre photo) devant la préfecture où une délégation conduite par Gilles Bontemps devait être reçue.



PUBLICITÉ

Le colonel ne s'attendait pas à être trahi

Homme d'ordre et d'habitude, le colonel B... avait commencé à 8 h 30 précises, la partie d'échecs qui l'opposait chaque soir depuis 10 ans à son épouse. Il savait que dans deux ou trois coups il allait être une nouvelle fois mat et la "Colonelle" faisait durer le plaisir, prolongeant indéfiniment le moment d'avancer ses pions. Peu à peu, la température fraîchit, un froid glacial envahit progressivement la pièce. Le colonel toussota, signe de grande contrariété, et se leva. Evitant de renverser l'échiquier bien que l'envie ne lui en manquât pas, il s'approcha du radiateur : froid. D'un pas grave, il descendit l'escalier de la cave et s'arrêta devant la chaudière. De l'eau s'en échappait. Pour la première fois de sa vie, le colonel B... s'avoua vaincu. Pire, trahi ! Sa chaudière avait "claqué". En plein cœur de l'hiver les ennuis venaient de commencer.

Pardonnez-nous, cette histoire, nous l'avons inventée. Mais si peu. Une chaudière qui "claque" ça n'arrive pas qu'aux autres. Nous ne vous le souhaitons pas, mais si une telle mésaventure vous arrive, réfléchissez bien avant de choisir la remplaçante. Dans le domaine du chauffage des progrès importants ont été accomplis, il serait dommage que vous n'en profitiez pas.

Un mariage d'argent

Quelle sera la situation énergétique internationale en 2007 ? Bien malin celui qui pourrait le dire avec certitude. Et pourtant vous allez devoir investir pour 15 ou 20 ans. Un vieux dicton populaire prétend qu'il ne faut jamais mettre ses œufs dans le même panier. Sage conseil qu'illustre

aujourd'hui la chaudière électrofioul compacte.

C'est une chaudière BI-ENERGIE qui réunit en un seul appareil un brûleur fioul haut rendement et une chaudière électrique. Vous êtes gagnants sur les deux tableaux.

Avec le fioul et l'électricité à votre disposition, vous êtes certains de pouvoir toujours utiliser l'énergie la plus économique pour vous chauffer. En effet, l'électricité est une énergie nationale, française à plus de 90%. Elle est à nous, elle est chez nous. Pas de mauvaises surprises à craindre, ni pour les approvisionnements, ni pour le prix. Quand on parie sur l'avenir, mieux vaut savoir de quoi il sera fait.

Deux énergies pour être tranquille

Autre intérêt de la chaudière électrofioul et non des moindres : la tranquillité. Si l'une des deux énergies vient à manquer ou si l'un des deux corps de chauffe tombe en panne - le risque est faible mais il vaut mieux y penser avant - c'est l'autre qui prend le relais. Dans tous les cas, le chauffage est assuré.

Enfin l'électricité est une énergie discrète : propre, silencieuse, elle ne nécessite ni stockage, ni entretien.

C'est bien cela le progrès. Avoir plus de confort, de tranquillité et dépenser moins.

EJP : les trois lettres gagnantes

Vous avez choisi de mettre votre chauffage à l'heure de la BI-ENERGIE. EDF vous offre alors de bénéficier de son tarif EJP. 343 jours par an, de jour

comme de nuit, c'est-à-dire 95,5% du temps, vous payez le kWh pratiquement au tarif "heures creuses" c'est-à-dire à un prix très bas. Ce tarif concerne bien sûr toute l'électricité dont vous pouvez avoir besoin, le chauffage, l'eau chaude, mais aussi l'électro-ménager, l'éclairage, la télévision...

Et pendant 22 jours seulement, dits "jours de pointe", le prix du kWh est plus élevé. Pas d'inquiétude. D'abord, pendant chacun de ces 22 jours, il reste toujours 6 heures au tarif bon marché. Ensuite c'est l'élément fioul de votre chaudière qui se charge alors et automatiquement de votre chauffage.

Et l'abonnement ? Ce que l'on appelle parfois à tort la location de compteur. Lui aussi, vous le payez moins cher.

Pas de grandes manœuvres

Une chaudière électrofioul compacte s'installe sans difficulté à la place de votre ancienne chaudière fioul hors d'usage. Les travaux sont rapides et se limitent à la chaufferie. Enfin, le prêt "Crédilectrix" vous offre des possibilités de financement total à un taux très avantageux.

Votre chaudière fioul est peut-être déjà ancienne, n'attendez pas qu'elle vous joue un mauvais tour pour vous renseigner sur les différents modèles de chaudière électrofioul compacte.

BI-ENERGIE, électricité + fioul : le chauffage qui assure.

TOUT RENSEIGNEMENTS AUPRES DE VOTRE POINT D'ACCUEIL

EDF

OU EN TELEPHONANT AU **40.47.28.11**

Ref. 1.13.4.02.7

BRÈVES

SECOURS POPULAIRE Solidarité avec les Palestiniens des territoires occupés

Depuis plusieurs années, le Secours Populaire Français et les « Médecins du Secours Populaire Français » sont présents auprès des populations palestiniennes de la Bande de Gaza et des territoires occupés de Cisjordanie. En relation avec leurs propres correspondants, ils ont déjà fourni une solidarité matérielle concrète dans divers domaines.

Les événements de ces dernières semaines qui ont fait des morts, des blessés, des emprisonnés ont aussi considérablement aggravé les conditions de vie de milliers de familles palestiniennes déjà pauvres et démunies. Il s'est créé une situation d'urgence.

Le Secours Populaire Français estime qu'il est nécessaire d'amplifier les aides humanitaires. Il se félicite de toute initiative allant dans ce sens et lance un appel pour qu'il lui soit donné les moyens de répondre aux principaux besoins (alimentation, médicaments...) par l'intermédiaire de ses partenaires sur le terrain.

Les dons sont reçus par les fédération et comités de l'association, et au : SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, 13, rue du Maréchal-Joffre, 44000 Nantes - C.C.P. 576.01 U. Indiquer : « Gaza -Cisjordanie ».

Avec la C.G.T. pour Technip

La Commission exécutive de l'Union locale C.G.T. de Saint-Nazaire constate dans un communiqué « une montée du mécontentement » chez les salariés et un développement des luttes à l'initiative de la C.G.T.

Réaffirmant son opposition à la fermeture de Technip, l'U.L. C.G.T. déclare :

« Le plan de charge est bon, la situation financière est saine.

« Si cette décision était appliquée, c'est un vecteur économique et l'atout local et régional qui disparaîtraient.

« La lutte que mènent les salariés de Technip avec la C.G.T rejoint les actions que mènent les salariés de la Navale, de la Mécanique, des ARNO, de l'Aéronautique, des professions portuaires, de la chimie et ceux de l'interprofessionnelle pour défendre les industries à Saint-Nazaire, pour défendre leurs revendications. »

L'U.L. C.G.T. conclue par un appel à l'action contre la fermeture de Technip. Jeudi, elle organisait une manifestation sur ce thème dans les rues de Saint-Nazaire.

Le S.N.E.S. pétitionne

Le S.N.E.S. recueille sur une pétition adressée au recteur de l'Académie de Nantes, la protestation des enseignants qui condamnent les dispositions d'une circulaire rectorale.

Cette circulaire prévoit la réaffectation autoritaire par mesure de carte scolaire des titulaires académiques et des mises à disposition.

Le S.N.E.S. demande que la

stabilisation des titulaires académiques se fasse dans le cadre du Mouvement national et réclame que tous les moyens nécessaires soient dégagés pour permettre à tous les enseignants d'obtenir un poste conforme à leur statut et à leurs vœux.

Les pétitionnaires exigent avec le S.N.E.S. qu'aucun non-volontaire ne se voit imposer une affectation sur un poste de titulaire remplaçant.

CONCOURS DE BELOTE

organisé par la Section de La Montagne du P.C.F.

DIMANCHE 14 FEVRIER - 14 heures
Salle municipale, rue A.-Briand

Inscription 30 F par joueur auprès de J.-Marie Péneau,
14, avenue des Deux-Châteaux, Bouaye.

LOTS :

1^{er} : Deux jambons
2^e : Deux épaules d'agneau
et nombreux autres lots



CALENDRIER DU JARDINIER

CHAUSSOLD'

3, place
F.-Fournier
(place
St-Nicolas)
NANTES

EN CONFIANCE

LES MEILLEURS PRIX POUR
LES MEILLEURES QUALITES

FEVRIER

En pleine terre

Ail - Chicorée sauvage - Echalotes - Laitues de Printemps - Oignons jaunes paille - Oignons de Mulhouse (bulbes) - Persil - Poireaux - Pois hâtifs à grains ronds - Radis.

Sous châssis

Carottes hâtives - Choux-fleurs hâtifs - Choux de pommes - Oignons blancs - Melons - Poireaux - Radis - Tomates.

En pleine terre

Pois de senteur.

MARS

En pleine terre

Ail - Echalotes - Choux cabus et Milan - Carottes - Chicorée - Choux-fleurs - Ciboule - Ciboulette (plants) - Echalotes - Epinards d'été - Laitues de printemps et d'été - Laitues romaines - Navets - Oignons blancs et jaunes - Oseille - Persil - Poireaux - Pois ronds et ridés - Pommes de terre hâtives - Radis - Salsifis.

Sous châssis

Céleri - Chicorées frisées - Pommes de terre germées - Tomates - Haricots pour filets.

Coreopsis Godétias Ipomées - Julienne de Mahon - Gypsophiles Mufliers - Œillets divers - Pieds d'alouettes - Pois de senteur - Reines-marguerites - Scabieuses - Silènes - Soucis - Thalspis - Zinnias.

Sous châssis
Balsamines - Bégonias - Gobées - Gaillardes - Hélioïtropes - Ipomées à grandes fleurs - Œillets divers - Pétunias - Sauges.

AVRIL

En pleine terre

Artichauts (œillets) - Asperges (griffes) - Betteraves - Carottes - Céleris - Chicorées - Choux-fleurs - Choux navets - Ciboule - Ciboulette - Epinards - Estragon - Fraisiers - Haricots - Laitues - Navets - Oignons - Persil - Pissenlits - Poireaux - Pois ronds et sucrés - Pommes de terre - Radis.

Sous châssis

Aubergines - Courges - Melons - Potirons.

Coquelicots - Coréopsis - Cosmos - Eschscholtzia - Gaillardes - Giroflées - Codélias - Gypsophiles - Immortelles - Ipomées - Juliennes - Lin rouge - Mufliers - Œillets divers - Phlox - Pois de senteur - Pourprier - Pylèthre - Reines-marguerites - Réséda - Rose d'Inde - Salpigolisis - Sau-

Radis - Salsifis - Tétragone - Thym - Tomates.

Œillets - Pavots - Pétunias - Phlox - Pieds d'alouettes - Pourprier - Primevères des jardins - Pyrète - Reines-marguerites - Réséda - Ricin - Rose d'Inde - Rose trémière - Salpiglossis - Sauges - Scabieuses - Silènes - Soleils - Soucis - Thalspis - Verveine - Violettes - Zinnias.

JUIN

En pleine terre

Betteraves - Cadons - Carottes - Céleri - Cerfeuil - Chicorée - Concombres - Cornichons - Epinards - Haricots - Laitues - Oseille - Persil - Pissenlits - Poireaux - Pois - Radis - Scorsonères.

Alysses - Amarantes - Ancolies - Anémones - Balsamines - Campanules - Capucines - Centaurées - Célosie - Chrysanthèmes - Clarkias - Cobées - Coréopsis - Eschscholtzias - Gaillardes - Giroflées - Godétias - Gypsophiles.

Entretien et Création Jardins Abattage - Elagage

Vente tondeuses, tronçonneuses
motoculteurs - pépinière



L. S. PAYSAGE

64, rue de Toutes-Aides - 44600 SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.66.52.74

ges - Scabieuses - Silènes - Soucis - Thalspis - Zinnias.

MAI

En pleine terre

Artichauts - Betteraves - Cardons - Carottes - Céleri - Chicorées sauvages - Endives - Choux navets - Ciboulette - Concombres - Cornichons - Courges - Epinards d'été - Haricots - Laitues - Melons - Navets - Oseille - Persil - Pissenlits - Poireaux - Pois - Potirons -

JUILLET

En pleine terre

Carottes - Cerfeuil - Chicorées - Choux bricolis - Epinards - Haricots - Laitue - Mâche - Navets - Oignons blancs - Persil - Poireaux - Pois.

Campanules - Giroflées quarantaine - Giroflées de Nice - Mufliers - Myosotis - Œillets - Miardises - Œillets des Poètes - Pâquerettes - Pensées - Silènes.

AOÛT

En pleine terre

Carottes - Chicorées frisées - Epinard - Laitues d'hiver - Mâche - Navets - Oignons - Poireaux - Radis - Scorsonères.

Calcéolaires Cinéraires - Giroflées - Mufliers - Myosotis - Œillets divers - Pâquerettes - Pensées - Primevères - Silènes (semis en terrines pour les variétés fragiles).

LEROUX

VOTRE GRAINETIER
DISTRIBUTEUR DES GRAINES
VILMORIN

Angle rue Albert-de-Mun et place des Martyrs
et JARDINERIE LEROUX, route de Pornichet
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.22.45.47

SEPTEMBRE

En pleine terre

Carottes - Cerfeuil - Choux - Epinards - Fraisiers (plants) - Laitue d'hiver - Mâche - Navets - Oignons - Persil - Radis.

En pleine terre

Campanules - Mufliers - Myosotis - Œillets - Pâquerettes - Pensées - Silènes.
OIGNONS A FLEURS EN PLEINE TERRE ET EN POTÉE POUR FORCER..

OCTOBRE

En pleine terre

Pois hâtifs - Mâche - Radis - Fraisiers (plants) - Epinards - Ail - Cerfeuil.

NOVEMBRE

En pleine terre

Ail - Echalotes - Fraisiers (plants) - Pois hâtifs - Fèves.

OIGNONS A FLEURS : Anémones - Crocus - Iris - Jacinthes - Jonquilles - Narcisses - Renoncules - Tulipes.

DECEMBRE

Par beau temps, vous pouvez semer au potager pois et fèves.

Au jardin d'agrément, tous les oignons à fleurs de printemps.

En pleine terre

OIGNONS A FLEURS : Jacinthes - Jonquilles - Anémones - Crocus - Iris - Lys - Narcisses - Renoncules - Tulipes.

LA TAILLE DES ARBUSTES

Les arbustes d'ornement doivent être taillés pour éviter un développement sauvage, peu harmonieux. Encore convient-il de ne pas les tailler n'importe quand.

— Les arbustes à feuillages persistants : aucubas, cotonéasters (à petits fruits rouges), berberis, pourront être taillés deux fois : au printemps après la pousse, et au milieu de l'été.

— Les arbustes à fleur d'été : hibiscus, buddleia, aubépines, glycines, rosiers, etc., sont à tailler après l'automne ou en hiver.

— Les arbustes à floraison printanière : forsythias, prunus, cytises, cerisiers du Japon, philadelphus, etc., fleurissent sur les rameaux ayant poussé en cours de l'année précédente. Il ne faut donc pas les tailler en hiver, mais après la floraison. Les plantes font alors pendant l'été les pousses qui fleuriront l'année suivante.

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

CONSTRUIRE
GÉRER
ENTREPRENDRE
AMÉNAGER
DIFFUSER

Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs.

Bretagne Loire équipement : le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.

92, rue Lazare Carnot
56100 Lorient
Tél. : 97.21.65.71



edimoge

PÉPINIÈRES ENVIRONNEMENT SERVICES

CRÉATION ET ENTRETIEN
DE PARCS ET JARDINS

Les Six Chemins
Route de la Côte d'Amour
ST-NAZAIRE - ☎ 40.53.00.27



UNE GAMME COMPLÈTE
DE VÉGÉTAUX

Vente en direct
de la production